

### Questions orales

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député a commencé par une question prêtant à discussion et semble maintenant vouloir la faire suivre d'une discussion. Je crains de devoir l'arrêter.

**M. Ouellet:** Ma question est la suivante: le premier ministre sait-il que l'accord conclu par son ministre des Sports dans le cadre de la suppression de Loto-Canada—un programme fort populaire et qui a connu un très grand succès au Québec . . .

**Une voix:** Règlement.

**M. Ouellet:** . . . est un accord qui n'a fait plaisir qu'au Parti Québécois car il va toujours y avoir une loterie au Québec mais le mot Canada ne figurera plus dans son nom bien en évidence; le mot Canada a été aboli par son ministre.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Quelle honte.

**M. Clark:** Monsieur l'Orateur, ma réponse à ce que je dois interpréter comme une question est qu'à mon avis, dans l'intérêt du fédéralisme au Canada, le député et ses collègues devraient cesser de relancer d'anciennes querelles et se joindre plutôt à moi pour bâtir le fédéralisme de l'avenir.

**Des voix:** Bravo!

**M. Baker (Nepean-Carleton):** C'est la raison pour laquelle vous êtes dans l'opposition.

**M. Crosbie:** Et que vous y resterez.

\* \* \*

### L'ENVIRONNEMENT

#### LES PLUIES ACIDES—LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

**M. Derek Blackburn (Brant):** Monsieur l'Orateur, c'est au premier ministre que je m'adresse. Selon le *Sunday Star* d'hier, le ministre de l'Environnement aurait déclaré que le Canada ne saurait négocier avec les États-Unis un accord visant à réduire, voire à éliminer tout à fait les pluies acides avant les élections présidentielles.

Le gouvernement du Canada tiendrait-il déjà M. Carter pour battu d'avance qu'il refuse d'engager des négociations avec la Maison blanche avant janvier 1981?

**L'hon. John A. Fraser (ministre des Postes et ministre de l'Environnement):** En fait, monsieur l'Orateur, le Canada et les États-Unis négocient et continueront de négocier en vue d'en arriver à un accord à ce sujet. Tout ce que je puis dire, c'est qu'on pêcherait par manque de réalisme si on escomptait qu'en dépit des difficultés que ces négociations comportent tant du point de vue technique et économique que scientifique, nous en arriverons à un accord rédigé en bonne et due forme et dûment paraphé avant les prochaines élections présidentielles.

● (1440)

**M. Blackburn:** Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre d'être venu au secours du premier ministre. Ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Environnement. Si le

[M. Ouellet.]

Canada a choisi d'agir de façon autonome pour le moment, le ministre peut-il dire à la Chambre quelles mesures son ministère a prises en vue d'éliminer ou tout au moins de réduire les pluies acides et d'ici combien de temps compte-t-on y arriver? A titre d'exemple précis, peut-il nous indiquer quelles directives ont été envoyées à la International Nickel Company?

**M. Fraser:** Je remercie le député de sa question. Le député et la Chambre savent que ce sont actuellement les gouvernements provinciaux qui ont compétence en ce qui concerne la réglementation des émissions de gaz. Je le répète, je n'ai pas l'intention, pour l'instant, d'y changer quoi que ce soit.

Pour ce qui est de la société que le député a mentionnée, j'ai déjà écrit au président directeur général de l'Inco pour le convoquer à une réunion avec des représentants d'autres sociétés, réunion qui se tiendra aussitôt que possible.

\* \* \*

### L'UNITÉ NATIONALE

#### LES PROPOS DU PREMIER MINISTRE DE L'ALBERTA—LE RÔLE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE CAS D'UN VOTE AFFIRMATIF LORS DU RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

**L'hon. Robert K. Andras (Thunder Bay-Nipigon):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. M. Lougheed aurait dit récemment qu'advenant la victoire du oui au référendum, il incomberait aux gouvernements provinciaux de mener les négociations avec le Québec au sujet de la souveraineté-association.

Le premier ministre est-il d'accord pour dire que notre nation n'est que l'addition de dix provinces et que le gouvernement fédéral n'aurait aucun rôle à jouer dans de telles négociations, comme l'a dit ou laissé entendre le premier ministre de l'Alberta?

**Le très hon. Joe Clark (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'ignorais que l'on ait attribué cette déclaration au premier ministre de l'Alberta. Si quelqu'un a fait pareille affirmation, je suis naturellement en désaccord avec lui.

**M. Andras:** Monsieur l'Orateur, c'est la deuxième fois en une dizaine de jours que le premier ministre déclare ne pas être au courant de ce que dit le premier ministre de l'Alberta. La semaine dernière, le premier ministre de l'Alberta a fait une déclaration très radicale à propos des prix du pétrole; il réclamait le cours mondial tout de suite, ou alors le pétrole resterait dans le sol.

Le premier ministre nous a étonné pendant plusieurs jours en disant qu'il n'avait pas lu la transcription du discours de M. Lougheed et qu'il n'avait pas parlé à ce dernier. A-t-il téléphoné au premier ministre de l'Alberta depuis pour lui parler de cette déclaration? Dans l'affirmative, qu'est-ce qui le rend si confiant de conclure une entente acceptable quant au prix du pétrole canadien, compte tenu de cette déclaration? Y avait-il quelque arrangement préalable? Sinon, à quoi riment toutes ces belles paroles?